

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



1125<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Jeudi 20 septembre 1962,  
à 10 h 30

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
<i>Hommage à la mémoire de S. M. l'iman Ahmed, roi du Yémen</i> . . . . .	17
<i>Point 8 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Adoption de l'ordre du jour</i>	
<i>Rapport du Bureau</i> . . . . .	17
<i>Point 9 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Ouverture de la discussion générale</i>	
<i>Discours de M. Melo Franco (Brésil)</i> . . . .	17
<i>Discours de M. Stevenson (Etats-Unis d'Amérique)</i> . . . . .	21
<i>Intervention du représentant de Cuba</i> . . . .	27

**Président:** M. Muhammad ZAFRULLA KHAN  
(Pakistan).

### Hommage à la mémoire de S.M. l'iman Ahmed, roi du Yémen

1. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Avant d'aborder l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour, j'ai le triste devoir d'informer officiellement tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies de la mort regrettable, survenue hier, de S. Majesté l'iman Ahmed, roi du Yémen. L'Assemblée générale adresse ses condoléances à la famille royale et au peuple du Yémen. Puis-je demander aux représentants de se lever et d'observer une minute de silence à la mémoire de S. M. le roi du Yémen?

*Les représentants observent, debout, une minute de silence.*

2. M. RIFA'I (Jordanie) [traduit de l'anglais]: C'est le cœur lourd que je prends la parole ce matin, pour dire au nom des délégations arabes la profonde tristesse qu'elles éprouvent à la suite de la mort tragique de S. M. l'iman Ahmed, roi du Yémen, et pour remercier le Président des paroles sincères de condoléances qu'il a prononcées. Le défunt roi était un grand chef d'Etat qui jouissait à la fois de la loyauté et du respect de son peuple. Les pays arabes partagent le chagrin de cet Etat frère qui est pour eux le Yémen et, au nom de mes collègues arabes et en mon nom personnel, j'adresse à S. A. R. le prince Sayful Islam Al-Hassan, frère de feu le roi et président de la délégation du Yémen à la présente session de l'Assemblée générale, ainsi qu'aux distingués membres de cette délégation, nos sincères condoléances. J'adresse aussi respectueusement nos sentiments fraternels au roi qui vient d'être proclamé, S. M. Mohammed Al-Badr, à la famille royale et à nos frères du Yémen.

3. M. ZOPPI (Italie) [traduit de l'anglais]: Au nom de la délégation de l'Italie et de toutes les délégations du groupe européen, je tiens à dire la profonde tristesse que nous éprouvons de la mort soudaine de S. M. l'iman Ahmed, souverain du royaume yéménite.

Ce monarque, qui avec son père l'iman Yehia doit être considéré comme le fondateur du Yémen moderne, est trop connu de chacun de nous pour qu'il soit nécessaire de rappeler ici ses nombreuses vertus. Pour ce qui est de mon pays, je voudrais rappeler les liens qui ont uni le Yémen et l'Italie dès que le Yémen est apparu sur la scène moderne, l'Italie a été en effet le premier parmi les pays non arabes à établir des relations diplomatiques et commerciales avec le gouvernement de l'iman Yehia et au cours des ans elle n'a cessé d'entretenir également avec le défunt roi des relations particulièrement cordiales et fructueuses.

4. Tout en exprimant le sentiment de deuil profond qui nous étreint à la suite de la perte de S. M. l'iman Ahmed, nous tenons aussi à adresser nos meilleurs vœux à S. M. Mohammed Al-Badr qui assume aujourd'hui ses nouvelles et très lourdes responsabilités.

5. M. ZABARAH (Yémen) [traduit de l'anglais]: Au nom de Son Altesse Royale, président de la délégation du Yémen à la dix-septième session de l'Assemblée générale, et au nom du Gouvernement du Yémen, je tiens à dire la sincère gratitude que nous éprouvons pour les témoignages de sympathie et de condoléance qui nous ont été adressés à l'occasion de la mort de S. M. le roi du Yémen. Ma délégation transmettra à mon gouvernement les paroles de sympathie et de condoléance prononcées par vous, Monsieur le Président, ainsi que par d'autres représentants.

## POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

### Adoption de l'ordre du jour

### RAPPORT DU BUREAU (A/5227)

6. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): La première question à examiner ce matin concerne l'ordre du jour de la dix-septième session. A ce sujet, le Bureau a présenté un rapport distinct [A/5227] sur le point de l'ordre du jour intitulé "Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)". Etant donné qu'il est souhaitable que l'Assemblée générale prenne rapidement une décision à ce sujet, le Bureau recommande d'inscrire cette question à l'ordre du jour et de la renvoyer à l'Assemblée générale siégeant en séance plénière, pour qu'elle y soit discutée dans l'après-midi du vendredi 21 septembre 1962. Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

### Ouverture de la discussion générale

7. M. MELO FRANCO (Brésil): Monsieur le Président, permettez-moi, avant de commencer mon

discours, de vous présenter, au nom de la délégation du Brésil, nos compliments les plus sincères pour votre élection à la présidence de cette assemblée. Nous sommes sûrs que, grâce à votre culture de juriste et d'humaniste et à votre expérience de diplomate et d'homme d'Etat, vous remplirez cette fonction avec éclat.

8. Je saisis aussi cette occasion pour réitérer les sentiments les plus profonds qu'éprouve la délégation du Brésil en ce premier anniversaire de la mort du Secrétaire général, M. Dag Hammarskjöld. Ce n'est pas le moment de faire l'éloge, mais il a marqué son passage par une vie admirable consacrée entièrement aux sujets les plus élevés de la culture et au travail le plus acharné afin que progressât la paix dans le monde.

9. Chargée une fois de plus de l'honorable mission, déjà devenue coutume, d'inaugurer les travaux de l'Assemblée générale, la délégation du Brésil désire réaffirmer sa confiance en les fins élevées des Nations Unies. L'Article 1er de la Charte, malgré sa concision, est riche d'immenses perspectives. Ses références à la paix et à la sécurité internationales, au développement de l'amitié entre les nations sur la base de l'égalité des droits et de la libre détermination des peuples, à la coopération internationale en vue du progrès économique, social et culturel de l'humanité, ainsi qu'à la sauvegarde des libertés humaines, par l'abolition de toute discrimination due au sexe, à la race ou à la religion, tracent pour l'avenir un programme d'idées et d'actions si ample que sa réalisation idéale se confondrait, aux horizons de la pensée, avec une sorte d'âge d'or.

10. Il est vrai que le réalisme inséparable de l'action des hommes d'Etat et des diplomates, circonscrite par les humbles limites du possible, nous oblige à reconnaître que les faits de la vie dominent les constructions de la raison ou du sentiment. Mais il est tout aussi vrai que ce même réalisme exige des gouvernants une recherche énergique, patiente et continue des chemins tracés par la Charte, puisque nos temps ne connaissent que cette alternative: la construction progressive de la paix ou la destruction, qui peut être subite, de la civilisation humaine.

11. Nous devons donc considérer les objectifs essentiels des Nations Unies comme le couronnement du lent effort du progrès humain, couronnement lointain, de par les faits de la vie, mais qui n'en est pas moins réel et nécessaire. En outre, nous devons aussi considérer que la Charte comprend deux parties: l'une, essentielle et permanente, qui est destinée à définir et à fixer les fins et les buts ultimes de l'Organisation; l'autre, circonstancielle et transitoire, qui établit le processus et les mécanismes propres à atteindre ces buts.

12. En ce qui concerne les définitions, la Charte reste valable et actuelle et le restera dans l'avenir prévisible. Mais la partie qui y établit les moyens d'action est sans nul doute dépassée, puisqu'elle a été conçue et composée conformément aux exigences d'une conjoncture historique qui a en grande partie disparu. En ce qui concerne la situation politique en général, il suffit de rappeler que la Charte de San Francisco est antérieure à l'ère atomique et spatiale et qu'elle a été rédigée en une période pendant laquelle les deux nations les plus puissantes du monde n'étaient pas encore divisées par ce que l'on est convenu d'appeler la "guerre froide". Quant à l'Organisation proprement

dite, il est à peine nécessaire de rappeler qu'en 1945 elle ne se composait que de 52 Membres fondateurs, dont le Brésil, tandis qu'au cours de la seizième session de l'Assemblée générale elle comptait déjà 104 Membres, soit le double.

13. Dans diverses tentatives d'amendement de la Charte, qui se sont succédé dès 1946, on a obéi à des buts spécifiques ou partiels, exception faite des propositions fondées sur l'Article 109 visant à convoquer une conférence générale des Nations Unies pour la révision de tout le statut fondamental de l'Organisation.

14. Le phénomène de la véritable universalisation des Nations Unies impose un sérieux examen de la nécessité de revoir la Charte. Elle doit être adaptée à la réalité universelle, qu'elle représente aujourd'hui beaucoup mieux qu'en 1945, au moins par l'augmentation du nombre des membres de ses grands conseils, de manière à permettre la représentation de dizaines de nouveaux Membres, en particulier africains et asiatiques. Il faut également examiner la compétence de ses deux principaux organes: l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, ainsi que leurs techniques d'action, afin d'approuver les modifications dictées par la théorie et par l'expérience et imposées aussi par l'évolution de la conjoncture internationale.

15. La conquête d'une paix stable reste la grande tâche des Nations Unies, et ici le problème le plus important est toujours celui du désarmement. Le Brésil a l'honneur de faire partie de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement qui siège à Genève et qui a été établie par la résolution 1722 (XVI) de l'Assemblée générale, sur la proposition des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

16. On sait que cette conférence travaille à la préparation d'un traité de désarmement général et complet et à la rédaction d'un instrument spécial d'interdiction des expériences nucléaires de caractère militaire. En ce qui concerne cette dernière tâche, il existe, outre la Conférence plénière, le Sous-Comité chargé d'étudier la question d'un traité pour la cessation des essais d'armes nucléaires, composé de trois membres: les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique. La Conférence de Genève fonctionne par délégation de l'Assemblée générale et représente, de ce fait, l'expression de la pensée de toute la communauté internationale, et non pas simplement les intérêts du groupe des grandes nations qui détiennent les secrets, les ressources et le potentiel de destruction de l'ère nucléaire.

17. Malheureusement, malgré la bonne volonté de tous et les efforts éclairés de quelques-uns, la Conférence du Comité des dix-huit puissances n'est arrivée qu'à de faibles résultats au cours de ses récents travaux. Les intérêts dits de sécurité des grandes puissances ont rendu presque impossible un progrès réel des négociations pratiques et théoriques.

18. Le problème central est celui de l'établissement de la confiance entre les deux blocs antagonistes. Or, ce facteur est inséparable de la question du contrôle efficace des mesures de désarmement, qui lui-même dépend d'une certaine façon de la confiance. Un tel cercle vicieux n'a pu être rompu, malgré toutes les tentatives des huit pays qui ne sont pas parties du Traité de l'Atlantique nord ou du Traité de Varsovie.

19. Ces efforts se sont traduits, en particulier, par la présentation du memorandum commun des huit

puissances<sup>1/</sup>, représentant une tentative pour sortir de l'impasse des négociations relatives à l'interdiction des expériences nucléaires. Le document des huit puissances et la Déclaration commune de principes du 20 septembre 1961 [A/4879] constituent, nous semble-t-il, les deux documents les plus constructifs qui aient émergé, au cours des 12 derniers mois, des discussions et des négociations sur le désarmement. Mais, bien qu'ils aient été rédigés de façon à constituer une base d'entente et de négociation, les deux blocs, en fait, les ont utilisés comme un terrain sur lequel ils ont érigé leurs fortifications adverses, chacun soutenant qu'il en était le seul maître. Les huit pays, bien entendu, ne peuvent opter entre les deux interprétations contraires de leur mémorandum, car ce serait trahir l'objectif du document, et ils assistent avec préoccupation au travail de construction logique par lequel les deux grands blocs essaient de diviser des suggestions formulées dans le but déclaré d'unir. Ils devraient se rappeler, cependant, que les progrès de la science nucléaire sont de nature à les obliger à revoir leurs positions idéologiques, en vertu de l'impact que l'évolution de la technique militaire exerce sur des attitudes qui deviennent de jour en jour plus obsolètes.

20. Pour le Brésil, le problème du désarmement nucléaire se détache du cadre général du désarmement et la question particulière des essais nucléaires doit être la première à considérer en matière de désarmement nucléaire. Nous sommes convaincus que nos possibilités de progrès sur le terrain du désarmement général et complet seront bien minces, si nous ne réussissons même pas à nous mettre d'accord sur la question plus immédiate d'un cessez-le-feu nucléaire.

21. Le Brésil a soutenu à Genève la concentration des efforts sur la question des essais atmosphériques, sous l'eau et cosmiques. La proposition commune anglo-américaine tendant à interdire ces trois types d'essais est venue démontrer que notre position offrait quelques possibilités pratiques que nous ne pouvions dédaigner. En outre, la présentation de cette proposition a mis en relief le fait que les divergences existant entre les deux camps se concentrent exclusivement, à l'heure actuelle, sur la question des essais souterrains. Nous voulons croire que, même dans ce secteur, on peut espérer un élargissement sensible du terrain d'accord.

22. Préoccupé par la menace nucléaire, qui est la plus grande et même la seule qui puisse peser sur toute l'humanité, le Brésil se réserve le droit d'étudier la présentation, au cours de cette session de l'Assemblée, d'un projet de résolution traduisant ses préoccupations et qui puisse mériter l'appui de la grande majorité des délégations qui sont sans doute plus intéressées à la suspension immédiate de tous les essais nucléaires qu'aux compétitions militaires du pouvoir.

23. Le Brésil a aussi l'intention de demander à l'Assemblée générale de donner son appui au texte du mémorandum commun des huit puissances, du 16 avril 1962, en tant que base de nouvelles et urgentes négociations entre les puissances nucléaires.

24. Conservant la position adoptée au sein de la Conférence de Genève, le Brésil propose que, dans nos

délibérations, une priorité absolue soit donnée au problème de l'interdiction des essais nucléaires, le plus urgent de tous ceux qui figurent à notre ordre du jour. Nous présenterons des suggestions à cet effet, soit en séance plénière, soit à la Première Commission, selon ce qui paraîtra le plus opportun ou le plus convenable. En outre, ma délégation considère qu'il est de la plus haute importance que les ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, de l'Union soviétique, du Royaume-Uni et de la France examinent la possibilité de pourparlers immédiats, à New York, en vue d'éliminer les divergences qui nous séparent encore de notre objectif final: l'interdiction de tous les essais nucléaires.

25. Le Brésil est aussi favorable, en principe, à l'établissement de zones dénucléarisées dans le monde, à condition que les propositions dans ce sens ne fassent pas partie du processus polémique de la guerre froide, duquel nous nous maintenons toujours éloignés. L'Amérique latine pourrait devenir l'une de ces zones. Le Brésil, en outre maintient toujours sa proposition du 12 juin 1962, qui vise à constituer un comité technique spécial chargé d'étudier, dans le cadre de la Conférence, les aspects scientifiques du contrôle. Nous sommes en effet chaque jour plus convaincus que les négociations politiques sur le désarmement ne peuvent continuer à se dérouler au sein d'un vide technique. Sans intervenir dans les négociations politiques, qui se poursuivraient parallèlement, les travaux de ce comité nous permettraient de fonder sur des bases concrètes et solides les décisions qui pourraient être prises.

26. Outre l'importance primordiale du désarmement pour la consolidation de la paix, nous ne devons pas oublier ce qu'il représente en tant que promesses de progrès économique et social pour tous les peuples. L'effrayant fardeau des dépenses militaires ne constitue pas seulement un obstacle à l'élévation du niveau de vie des peuples des grandes puissances, mais aussi une saignée des possibilités techniques et financières du monde entier qui pourraient être canalisées sous forme d'aide aux pays moins développés, afin de permettre que des centaines de millions d'êtres humains connaissent un sort moins misérable. Les études faites à ce propos, y compris celles des Nations Unies, sont fondamentales et fournissent un argument de poids pour que les gouvernants des grands Etats commencent à penser à leurs responsabilités historiques, non seulement envers leurs peuples, mais encore envers l'humanité tout entière.

27. Le problème de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique se rattache également à la question du désarmement. La science soviétique et la science américaine ont obtenu, dans ce domaine, d'étonnantes réalisations, dignes d'une admiration sans bornes. Il faut pourtant que les Nations Unies exercent leur influence afin d'empêcher le progrès, dans l'espace sidéral, de se transformer en une nouvelle source de risques et de menaces, mais de permettre, au contraire, qu'il soit mis au service de l'humanité. L'Assemblée générale, à ce propos, a adopté la résolution 1721 (XVI) qui formule quelques principes relatifs à l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. L'un d'eux, dû à une initiative brésilienne, prévoit que les explorations spatiales doivent être utiles à tous les pays, indépendamment de leur degré d'évolution économique ou technique. Nous sommes d'avis, sur ce sujet, que l'utilisation des satellites destinés aux télécommunications doit faire l'objet

<sup>1/</sup> Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de janvier 1961 à décembre 1962, document DC/203, annexe I, sect. J.

d'une réglementation internationale, afin que ces puissants moyens de divulgation restent au service exclusif de la paix et de la culture.

28. Le rôle des Nations Unies dans le processus historique de la liquidation du colonialisme dérive de la lettre et de l'esprit de la Charte. Le principe d'autodétermination des peuples est l'une des fondations de tout l'édifice. Le principe suivant lequel les puissances administrantes ont le "devoir sacré" de conduire les peuples dépendants sur le chemin de leur libre disposition, établi par le Chapitre XI de la Charte, a été vigoureusement appliqué par les résolutions 1514 (XV), 1541 (XV) et 1654 (XVI) de l'Assemblée. Aucun expédient, aucun artifice ne saurait lui servir d'écran. Le Brésil, de par sa formation ethnique et historique, ainsi que par sa tradition politique et culturelle, est une nation profondément imprégnée de sentiments anticolonialistes. Rien ne peut nous éloigner de cette ligne d'action, et nous ferons tout pour que, sans préjudice de la paix et de la liberté de quelque Etat que ce soit, et sans violence d'aucune sorte contre aucun gouvernement, les Nations Unies continuent à utiliser tous les moyens à leur disposition pour liquider le reliquat du colonialisme.

29. Notre siècle a assisté et assiste encore au grand processus historique de la liquidation du colonialisme et à l'éveil à l'indépendance de dizaines de peuples, auparavant endormis au sein de la servitude. Nous espérons que les dernières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle seront caractérisées par un effort mondial dans le sens du développement économique et du progrès social des anciens peuples coloniaux et des autres nations sous-développées, qui correspondent dans leur ensemble à la majeure partie de l'humanité. Il y a un an, devant cette même assemblée, j'ai pu dire:

"Le monde n'est pas seulement divisé entre l'Est et l'Ouest. Cette séparation idéologique fait oublier l'existence d'une autre division, non idéologique, mais économique et sociale, et qui éloigne l'hémisphère nord de l'hémisphère sud. Or, si le rapprochement entre l'Est et l'Ouest est susceptible d'être atteint grâce à un accommodement idéologique, on ne pourra diminuer l'énorme différence entre le Nord et le Sud que par l'action planifiée, grâce à l'aide efficace apportée par les pays développés du Nord aux pays sous-développés du Sud." [1011<sup>ème</sup> séance, par. 13.]

30. Malgré les efforts méritoires entrepris par les Nations Unies, par les gouvernements de quelques Etats développés et par les institutions internationales d'aide technique et financière, il faut bien dire que la situation des peuples sous-développés tend plutôt à s'aggraver qu'à s'améliorer, car le taux de développement, dans la majeure partie des cas, n'atteint pas celui de l'accroissement démographique. En outre, grâce à la logique même du processus de développement économique, y compris le résultat de l'action des organisations régionales d'échanges entre pays développés, les pays moins avancés, qui ne sont pas parties à de tels accords, ne peuvent qu'assister à la détérioration progressive de la valeur des matières premières et des produits de base sur le marché international, ce qui les oblige à travailler toujours davantage pour gagner toujours moins.

31. Ce phénomène, qui se constate au Brésil, est commun à toute l'Amérique latine et nous pouvons observer avec appréhension qu'au cours des 10 dernières années la valeur de l'aide extérieure concédée

à notre continent a été bien inférieure à la perte subie par suite de la dévalorisation de ses produits sur le marché international. Pour toutes ces raisons, le Brésil appuie chaleureusement la réalisation de la Décennie des Nations Unies pour le développement économique, due à l'initiative de notre éminent secrétaire général, U Thant. Nous voyons avec satisfaction que les moyens et les méthodes d'action qui y sont proposés englobent des concepts et des objectifs sans cesse préconisés par les pays insuffisamment développés, constituant dans leur ensemble un corps de doctrine non seulement réaliste, mais inséparable même de la saine observation des principes généraux de la Charte.

32. Il est pourtant indispensable que l'application d'un tel programme ne soit pas entravée par la dichotomie qui subsiste encore entre les bonnes intentions déclarées par tous et le comportement effectif de quelques-uns. Nous devons également supprimer la dangereuse dualité de la "politique d'aide" ("aid policy"), formellement reconnue par tous comme nécessaire à l'obtention d'un meilleur équilibre international [résolution 1710 (XVI)], et de la "politique commerciale" ("trade policy") adoptée par certains pays et qui, par le moyen de régimes préférentiels, provoque déjà des résultats opposés aux objectifs supérieurs que nous essayons d'atteindre au cours de la Décennie envisagée. Et dans le cas où persisterait une telle discordance, nous craignons que, contrairement à ce que nous visons tous, les pays sous-développés ne courent le risque de devenir de véritables pensionnés internationaux. Ce serait une conséquence qu'aucun pays ne pourrait accepter passivement tant que subsisteront — comme nous croyons que subsistent encore — un climat et une possibilité d'accord par-dessus les contingences purement mercantiles. Dans cet ordre d'idées, nous sommes favorables à la réunion, aussitôt que possible, d'une conférence internationale du commerce, dans laquelle, loin des pressions de la guerre froide, les problèmes des pays exportateurs de produits de base seraient correctement formulés et résolus d'une manière définitive.

33. L'idéal de l'ordre international est d'obtenir la paix et la prospérité pour tous les peuples. La paix se base sur le désarmement et la prospérité dépend de l'aide technique et financière aux pays sous-développés. Ni le désarmement ni le développement ne pourront être vraiment atteints sur la base de la guerre froide et de la compétition entre blocs idéologiquement hostiles. Le Brésil, pays occidental chrétien et d'une tradition démocratique plus que séculaire, n'a pas l'intention de s'éloigner des valeurs qui l'ont formé. Mais, précisément dans le but de maintenir sa fidélité à ces valeurs, le Brésil essaie de contribuer à dissiper les divergences existant entre les blocs mondiaux, car c'est de cela que dépendent le désarmement et le développement. Indépendamment de l'exécution de plans de caractère régional, comme, par exemple, l'Alliance pour le progrès, nous désirons stimuler l'aide internationale impartiale aux pays sous-développés pour l'exécution de plans de développement de caractère national.

34. C'est dans cette intention que nous avons combattu par l'établissement, dans le cadre des Nations Unies, de l'Agence pour le développement industriel. Nous sommes également partisans de l'actualisation du système de patentes, afin de permettre un véritable transfert de la technologie vers les pays sous-développés, ainsi que d'un mécanisme de stabilisation

internationale des prix des produits de base, qui puisse éviter la constante saignée à laquelle sont soumises les relations d'échanges des pays producteurs.

35. La souveraineté est la condition de la liberté des Etats dans la communauté internationale. La souveraineté de chaque Etat n'est donc limitée que par les intérêts généraux de la communauté, au sein de laquelle tous les Etats sont juridiquement égaux. D'où le principe de la non-intervention. Mais la liberté des peuples est un autre postulat de la coexistence internationale; elle ne peut être assurée que dans la mesure où les nations, tant sur le terrain international que dans le domaine interne, seront libres de choisir leur propre destin. D'où le principe de l'autodétermination. Le Brésil reconnaît et pratique ces deux principes et désire fermement qu'ils constituent les objectifs politiques de tous les gouvernements. La non-intervention et l'autodétermination ne s'excluent pas; bien au contraire, elles se complètent. A la lumière de ces idées, convenablement appliquées, les plus graves problèmes de l'actualité, comme ceux de l'Allemagne, de Cuba et de l'Asie du Sud-Est, pourront être résolus. Nous savons bien que, dans ce domaine, il est plus facile d'émettre des opinions que d'agir. Mais si les actions correspondent toujours aux opinions, sans recul et dans la mesure des possibilités, nous marcherons sûrement vers les solutions désirées.

36. Il me reste, en terminant, à réaffirmer la confiance et la fidélité du Brésil envers l'Organisation des Nations Unies. Je remercie le Secrétaire général, U Thant, pour la visite qu'il a faite récemment à mon pays et je forme l'espoir qu'il continuera à exercer les hautes fonctions qu'il a su faire valoir. Je saisis également cette occasion de saluer les nouveaux Etats Membres des Nations Unies. L'universalité de notre organisation apparaît chaque jour plus nécessaire. Hors des Nations Unies, il ne semble pas y avoir de solution pour l'avenir de l'humanité.

27. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Tout d'abord, je tiens à témoigner de la profonde sympathie du Gouvernement des Etats-Unis et à joindre ses condoléances à celles qui ont déjà été exprimées à la famille de l'iman du Yémen et à la population de son pays. Par ailleurs, nous formons sincèrement des vœux pour que le règne du nouvel iman soit heureux et fécond.

38. Je voudrais, pour commencer, réaffirmer aussi fortement que possible l'importance extrême que le Gouvernement des Etats-Unis attache à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies. En fait, plus que jamais, mon gouvernement est convaincu que du succès ou de l'échec de cette organisation dépendent l'ordre mondial ou l'anarchie mondiale. Nous pensons que les travaux qui nous attendent au cours de cette dix-septième session de l'Assemblée générale sont particulièrement sérieux et en même temps urgents.

39. Mais qu'il me soit d'abord permis d'accueillir au nom de mon gouvernement et de la ville de New York les représentants venus assister à cette assemblée historique. Nous tenons aussi à vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection en qualité de président de l'Assemblée générale pour la dix-septième session. Vous occupez une place d'honneur parmi les dirigeants des divers pays du monde qui ont été choisis pour présider aux débats qui se déroulent à cette tribune internationale

à une époque pleine de dangers, mais aussi de promesses — et cette place se trouvera encore rehaussée par vos talents et vos connaissances.

40. Je veux aussi souhaiter cordialement la bienvenue parmi nous aux représentants de la Trinité et Tobago, de la Jamaïque, du Rwanda et du Burundi, quatre nouvelles nations vivant dans des terres ensoleillées et d'une beauté tropicale, que j'ai eu la chance de visiter et d'admirer.

41. Toutefois, ce dont je me félicite tout particulièrement, c'est de l'occasion que cette session nous offre d'examiner en tant que corps constitué l'orientation que prennent nos travaux et les mesures que nous devons prendre pour nous rapprocher du monde que nous cherchons à instaurer, c'est-à-dire un monde de justice, de liberté et de paix.

42. Lorsque nous nous sommes réunis l'an passé, nous traversons une période de doute et de danger. Au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis lors, bien des événements se sont déroulés qui justifient de nouveaux espoirs pour l'avenir. Une guerre longue et acharnée en Algérie a pris fin. Une menace de conflit entre deux de nos membres dans la région sud-ouest du Pacifique a été écartée et un règlement pacifique a pu intervenir grâce aux qualités d'hommes d'Etat dont ont fait preuve les dirigeants des parties en présence et l'action conciliatrice habile de l'Organisation des Nations Unies. Au Laos, la guerre civile, attisée par une intervention étrangère, a fait place à un cessez-le-feu et un gouvernement indépendant a été institué avec des garanties internationales. Au Congo, où l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle si décisif, la guerre et la menace de guerre semblent céder le pas à de nouveaux espoirs en ce qui concerne la réintégration pacifique du Katanga au sein de l'Etat congolais; grâce aux vigoureux efforts du Secrétaire général et à notre appui et à celui de la grande majorité des Membres, il semble que cette question doive être bientôt réglée par la mise en application du plan de réconciliation établi par l'Organisation des Nations Unies. Encouragées par l'Assemblée générale, les négociations sur le désarmement ont été reprises devant un nouveau groupe au sein duquel les puissances non nucléaires jouent un rôle utile et constructif. Sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, nous cherchons maintenant à instituer une coopération pour l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, dans l'intérêt non pas d'une nation particulière mais de toute l'humanité. Nous avons aussi commencé à intensifier notre campagne contre la misère dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

43. Toutes ces réalisations sont des motifs de satisfaction bien légitimes et il y en a d'autres. Toutefois, ce serait se méprendre que de considérer uniquement le bon côté de la situation. Nous continuons tous à vivre dans un monde sombre et précaire. La crise de Berlin n'a pas provoqué de guerre, mais les pressions et les harcèlements dont Berlin-Ouest est l'objet comptent toujours au nombre des menaces les plus graves à la paix mondiale. Le Gouvernement de Cuba, avec l'aide morale et matérielle de l'étranger, poursuit une campagne de subversion et d'injures contre ses voisins de l'hémisphère occidental. L'agression non provoquée venant du Viet-Nam du Nord continue à menacer la liberté et l'indépendance de la République du Viet-Nam, et à mettre en danger la paix dans le Sud-Est de l'Asie. Les communistes chinois continuent leur politique de provocation, leurs

épreuves de force et leurs actes de subversion. La menace de conflit couve toujours au Moyen-Orient, amortie mais non pas éteinte par l'application des mesures prévues par l'Organisation des Nations Unies pour préserver la paix. Des différends concernant divers Membres de notre organisation n'ont toujours pas été résolus dans chaque continent. L'oppression constante dont les populations de l'Europe orientale font l'objet reste un danger latent pour la paix. Dans d'autres régions, la phase finale du mouvement mondial en faveur de l'indépendance se trouve compliquée par des questions qui, si elles sont passagères et prêtent à une solution, n'en restent pas moins dangereuses si l'on ne garde pas son sang-froid en face de gens échauffés. La pauvreté qui règne dans de vastes régions du monde reste une source de frustration morale et un danger politique. Enfin ce qui est le plus inquiétant, c'est la poursuite sans répit de la course aux armements qui risque de mener au suicide.

44. Ces situations font courir de graves dangers à la paix mondiale. C'est pour pallier ces dangers que la moitié des Etats représentés ici ont institué l'Organisation des Nations Unies il y a maintenant 17 ans et que les autres ont adhéré à la Charte dans les années qui se sont écoulées depuis lors.

45. La Charte a lancé à l'humanité un défi sublime. On ne saurait prétendre que dans l'espace de ces 17 ans l'Organisation des Nations Unies a réussi à établir un règne de paix sur la terre; cependant, l'œuvre accomplie par notre organisation dans chaque cas particulier où il s'est agi de relever un défi à la paix n'en demeure pas moins imposante. En effet, au cours des ans, l'Organisation des Nations Unies, soit par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, ou de l'Assemblée générale, soit par voie de conciliation ou en proclamant des cessez-le-feu, soit encore par ses systèmes d'observation de la paix ou de surveillance de la trêve, soit enfin par son intervention armée directe, a permis d'éviter des hostilités ou d'y mettre fin en Iran, en Grèce, dans le Moyen-Orient, au Cachemire, en Indonésie, en Corée, à Suez, au Liban, au Congo et maintenant encore en Nouvelle-Guinée occidentale.

46. Si l'Organisation des Nations Unies n'a pas réussi à rapprocher les grandes puissances, elle a souvent réussi à les maintenir à bonne distance là où une confrontation directe aurait risqué de rendre intenable des situations déjà difficiles.

47. Si l'Organisation des Nations Unies n'a pas réussi à régler tous les différends internationaux, elle n'en a pas moins préparé la voie pour une évolution pacifique de l'ordre international. Ce faisant, l'Organisation des Nations Unies n'a pas commis l'erreur fatale qui consiste à essayer d'arrêter le cours de l'histoire. Elle n'a pas cherché à instaurer la paix en s'opposant à des changements nécessaires. Et nous devons avoir également l'assurance que, dans un monde aussi instable qu'est le nôtre, on ne cherche pas à provoquer des bouleversements aux dépens de la paix, dont nous avons besoin par-dessus tout.

48. Le bilan de ce qui a été accompli est impressionnant; mais le cours de l'histoire est plus impératif que jamais et les défis lancés aujourd'hui à la paix et au progrès sont donc plus urgents que jamais. Pour relever ces défis, il nous faut une Organisation des Nations Unies non seulement forte, mais plus forte encore. La question générale la plus importante dont est saisie l'Assemblée générale consiste à pour-

suivre l'œuvre de perfectionnement continu de notre organisation, afin qu'elle puisse faire face plus énergiquement, plus efficacement et plus rapidement aux dangers qui court la paix et aux obstacles dressés devant le progrès.

49. Telle est l'essence, tel est le cœur même, telle est la substance journalière de nos devoirs au sein de cette assemblée; à notre sens, nous devons élever un édifice plus puissant, continuer à renforcer l'Organisation des Nations Unies. La valeur et la loyauté de ses membres devront se mesurer au critère suivant: tel acte, telle proposition tendent-ils à renforcer ou à affaiblir notre organisation?

50. Renforcer les Nations Unies, cela implique à la fois des questions de structure et de stratégie.

51. En ce qui concerne la structure, il faut tout d'abord donner à l'Organisation des Nations Unies des bases financières solides. Notre organisation fait face aujourd'hui à un déficit de plus de 150 millions de dollars — déficit dû en grande partie aux défauts ou aux retards de paiement pour les opérations de maintien de la paix qui se sont révélées aussi coûteuses qu'elles étaient nécessaires.

52. Le plan d'urgence conçu pour faire face à ce déficit et qui consiste à vendre des obligations des Nations Unies est un bon moyen pour boucher les trous. Par décision de notre congrès, le Gouvernement des Etats-Unis sera en mesure de prêter à l'Organisation des Nations Unies la moitié de la somme qu'elle empruntera en application de ce plan. D'autres Etats ont déjà promis 73 millions de dollars. Nous espérons — et ce mot est encore trop faible — que ces Etats, ainsi que ceux qui n'ont pas encore promis de fonds, contribueront à porter la somme totale promise à 100 millions de dollars. Mon gouvernement pourra alors user pleinement de son autorité pour verser une contrepartie équivalant à cette somme.

53. Ce n'est là toutefois qu'un palliatif, ce n'est pas une solution. Le déficit actuel est un symptôme d'un problème plus profond, un problème résultant de l'inaction d'un trop grand nombre de gouvernements représentés dans cette salle. On peut comprendre qu'autrefois certains aient pu manifester peu d'empressément à accepter une responsabilité financière collective pour les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies. Certains Etats se demandaient, par exemple, si l'Assemblée générale pouvait légalement imposer une contribution aux Membres de l'Organisation pour assurer le financement des opérations entreprises par les Nations Unies en vue de préserver la paix. Mais la Cour internationale de Justice a émis récemment une opinion qui élimine toutes les incertitudes juridiques.

54. La présente Assemblée se trouve maintenant devant une obligation inéluctable: celle d'affirmer une politique de responsabilité financière collective en ce qui concerne les décisions prises par les Nations Unies. Je crois qu'à cette session l'Assemblée doit accepter l'avis consultatif donné par la Cour internationale de Justice et agir en conséquence, comme elle l'a fait invariablement à ses précédentes sessions au sujet d'autres avis consultatifs. L'intégrité financière et l'indépendance de l'Organisation des Nations Unies sont en jeu. Qui plus est, la règle du droit même est en jeu. La Cour s'est prononcée sur la question de droit, il appartient maintenant à l'Assemblée de manifester aussitôt son respect pour cet avis en s'y conformant et en appliquant ce droit dans sa politique.

55. Je crois que l'Assemblée doit aussi établir un plan de financement des futures opérations de maintien de la paix, plan qui entrera en vigueur lorsque les recettes provenant de la vente des obligations seront épuisées. Les détails d'un plan de cette nature prêtent à discussion. Toutefois, quelles que soient les caractéristiques dudit plan, il doit exiger que chacun des Membres accepte de faire face à ses obligations dès lors que le barème correspondant des contributions a été dûment voté.

56. Nous espérons que l'Assemblée élaborera un programme qui permette de financer les opérations autorisées en vertu de ses propres décisions ou des décisions au Conseil de sécurité; sinon c'est condamner notre organisation à l'impuissance. Nous ne pouvons espérer que l'Organisation survive au jour le jour en tendant la sébile, comme le mendiant dans la rue.

57. Indépendamment des questions d'ordre financier se posent aussi des questions de structure. Nul ne sait mieux que nous qui nous trouvons réunis dans cette vaste salle que nous devons rationaliser les procédures de cette organisation, maintenant considérablement élargie, afin qu'elle puisse régler efficacement l'ensemble des questions complexes dont notre long ordre du jour est surchargé.

58. Il nous faut augmenter le nombre des membres du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social pour garantir à toutes les régions du monde une représentation équitable.

59. Il nous faut reviser les règles et les pratiques appliquées au corps de nos fonctionnaires internationaux, en particulier en ce qui concerne les rapports entre les Etats Membres et le Secrétariat, afin que le personnel des Nations Unies reste "exclusivement international" comme la Charte le stipule.

60. Il nous faut élire inconditionnellement un Secrétaire général pour la durée complète de son mandat. Après la mort tragique de Dag Hammarskjöld, l'année dernière, l'Assemblée générale a traversé une crise constitutionnelle longue mais instructive. Nous avons résolu cette crise en justifiant — à une majorité écrasante et, je l'espère, de façon permanente — l'intégrité du poste de Secrétaire général tel qu'il a été établi par la Charte. Puis nous avons choisi à l'unanimité, pour remplir les fonctions de Secrétaire général par intérim, un diplomate doué de qualités personnelles hors pair, qui a bien servi l'Organisation dans une période de transition et d'incertitude.

61. Nous avons à l'égard de l'Assemblée la responsabilité de veiller à ce que ce poste particulièrement important soit occupé au cours des cinq prochaines années avec la même compétence que dans le passé et de nous assurer que celui qui l'occupera conserve la pleine liberté d'action et la pleine autorité que la Charte a stipulées.

62. Toutefois, ces questions d'organisation une fois résolues, nous ne résoudrions pas pour autant la question de l'usage que nous devons faire du mécanisme que nous avons créé. J'imagine que nous devons essentiellement rechercher les moyens pratiques de donner effet aux intentions énoncées dans la Charte. Pourtant je me demande parfois si les moyens adoptés sont toujours les meilleurs pour atteindre les buts que nous nous fixons.

63. Je n'ignore pas les désillusions, les tentations et les conflits que connaît toute démocratie parlemen-

taire, mais il se trouve que c'est là le meilleur système qui ait été inventé jusqu'ici pour protéger et concilier tous les intérêts dans la conduite des affaires publiques. Compte tenu de la complexité inhérente à cette forme d'organisation et du caractère de gravité des questions dont nous traitons; compte tenu aussi du fait que l'Organisation des Nations Unies est jeune et s'est développée très rapidement, nous pouvons dire que l'Assemblée générale, à peu d'exceptions près, s'est comportée avec un sens de ses responsabilités et une maturité qui peuvent surprendre.

64. Notre devoir est tout tracé: nous devons œuvrer pour que cette assemblée acquiert un sens encore plus grand de ses responsabilités et une plus grande maturité — et par suite une plus grande efficacité.

65. Il est évident que les travaux de l'Assemblée ne sauraient être efficaces s'ils prennent l'allure d'une manifestation revendicative sur la place publique. Il est évident que l'influence de l'Assemblée ne saurait croître si la tenue des débats est avilie par de la propagande ou par des discours dont l'objet n'est pas de faire progresser les travaux, mais de donner satisfaction aux émotions qui se manifestent dans le pays d'origine de l'orateur.

66. L'indignation et les fortes paroles ont toujours été, depuis les débuts de l'histoire, de puissants ennemis de l'injustice. Il serait surprenant qu'elles ne trouvent pas place dans les débats de l'Organisation des Nations Unies. Cependant, pour juger de la valeur des résolutions présentées devant l'Assemblée générale, il est certain qu'il faut se demander si elles nous permettent ou non de nous rapprocher de la solution rationnelle des problèmes que pose la réalité et, par suite, de nous rapprocher de la justice.

67. Je pense, par exemple, que nous devons tous faire preuve de circonspection à l'égard d'une résolution qui invoque des principes élevés à l'appui de mesures sans réalisme et qui n'apporte aucun élément de solution pratique. Si cette pratique devait passer dans l'usage courant, nous risquerions de saper l'influence de l'Organisation, car la valeur de ses recommandations se déprécierait comme le fait une monnaie en temps d'inflation.

68. Tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, qu'il s'agisse de grandes ou de petites puissances, sont juridiquement égaux. C'est la raison pour laquelle l'Organisation est si souvent considérée comme l'espoir du monde. C'est aussi la raison pour laquelle elle est le plus sûr gardien des intérêts des petits Etats. Et c'est aussi la raison pour laquelle, au fur et à mesure qu'augmente le nombre des membres de l'Assemblée, nous devons veiller à ce que son importance numérique ait pour contrepartie le sens de ce qui est à propos et le sens des responsabilités.

69. Il faut aussi reconnaître, à mon avis, qu'un débat public devant les caméras de télévision n'engendre pas toujours la modération et la retenue indispensables lors d'un différend entre des Etats fiers et souverains. En outre, l'Assemblée n'est pas la seule instance grâce à laquelle l'Organisation peut atteindre ses fins. Nous avons constaté il y a un an que l'Assemblée n'avait pas pu se mettre d'accord sur un moyen de régler le différend relatif à la Nouvelle-Guinée. Nous savons aujourd'hui combien important a été le rôle de l'Organisation des Nations Unies

lorsqu'elle a permis de résoudre ce différend en intervenant calmement en tant que tierce partie.

70. L'Organisation des Nations Unies aura, selon moi, bien des occasions de jouer le rôle de "tierce partie" dans les affaires mondiales en qualité d'enquêteur objectif, de "présence" impartiale, d'agent de police, faisant sa ronde et aussi comme instrument de la diplomatie discrète. Pour certaines des questions dont nous sommes saisis aujourd'hui même, par exemple, l'Organisation des Nations Unies pourrait nommer un rapporteur chargé de déterminer les faits et d'analyser les problèmes, ce qui permettrait à l'Assemblée générale de prendre plus facilement des décisions judicieuses.

71. Rien n'est plus important pour nous tous que de nous attaquer sans répit et systématiquement aux conflits qui menacent la paix. Le monde dans lequel nous vivons est devenu une maison surpeuplée et notre planète n'est qu'un tonneau de poudre. Nous pensons que toutes les nations doivent s'abstenir de poursuivre des ambitions nationales qui risquent de susciter des conflits avec d'autres nations tant que la communauté universelle n'aura pas pu trouver des solutions acceptables grâce à un effort diplomatique patient et discret.

72. Je ne veux pas dire qu'il faille s'opposer ou surseoir à tout changement souhaitable ni qu'il faille tergiverser ou éluder les mesures qui s'imposent. Au contraire, je dis précisément qu'il faut rechercher la technique la plus efficace, la formule la plus appropriée, pour que le changement se produise en fait et que les mesures qui s'imposent soient prises pour affermir la paix dans le monde et renforcer l'Organisation des Nations Unies.

73. Le travail ne manque pas et nous avons les outils qu'il nous faut. Prenons la résolution de nous mettre à l'œuvre dans l'ordre, mettons en commun nos outils et nos techniques et utilisons-les pour ouvrir une ère de diplomatie active et originale et, en cette dix-septième session de l'Assemblée, efforçons-nous d'atteindre aux plus hautes formes de l'art politique. Inaugurons une ère de règlement pacifique des conflits ou, si vous préférez, une ère de transition pacifique au milieu des vastes transformations qu'exige l'histoire contemporaine.

74. Les voies de la paix s'ouvrent à travers la brousse des conflits. Mais l'obstacle le plus fort, le danger le plus écrasant, c'est la course impétueuse aux armements. Chaque jour elle accroît sa vitesse tandis que les puissances nucléaires ou autres, petites ou grandes, aggrandissent leurs arsenaux. Certains d'entre nous continuent à inventer et à essayer de nouvelles armes formidables. Nous nous croyons obligés de le faire eu égard à nos propres intérêts nationaux à une époque de l'histoire où l'intérêt national de toutes les nations, qu'elles disposent ou non d'armes nucléaires, exige l'abolition et non la multiplication des moyens de faire la guerre.

75. Je voudrais m'exprimer en termes aussi clairs et aussi simples que possible. Cette course aux armements faite sans compter n'est qu'une folle dangereuse et fatale. Nous autres aux États-Unis, nous voulons sauver et non détruire nos semblables. Nous voulons consacrer nos ressources, dévorées maintenant par ce monstre insatiable, aux tâches inachevées de notre société. Et nous voulons consacrer ces ressources à donner à chacun des êtres de la terre une chance de vivre une vie meilleure.

76. Pourtant la course aux armements continue. Elle continue parce qu'aucune nation, en présence de nations hostiles, ne peut négliger ses moyens de défense. Aucune grande puissance ne peut accepter de courir les risques d'un désarmement unilatéral. Il existe un moyen et un seul d'échapper à cet intolérable dilemme. Je veux parler d'un système de désarmement général et complet dans le cadre duquel toutes les nations démantèlent progressivement, au vu et au su de la communauté internationale et protégées par des garanties appropriées, leurs moyens nationaux de faire la guerre.

77. L'un des grands résultats de la dernière session de l'Assemblée a été d'entériner un ensemble de principes convenus pour un désarmement général et complet dans un monde pacifique. Nous avons réalisé certains progrès vers la transposition de ces principes convenus en un plan convenu, aux termes duquel nous procéderions ensemble par étapes rapides pour réaliser un désarmement total et le maintien international effectif de la paix. Cependant, ces progrès ne sont pas suffisants.

78. Les États-Unis ont proposé un plan de ce genre. Ils ont présenté leurs propositions à l'Assemblée générale et au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement qui siège à Genève.

79. Mais de même qu'il faut être au moins deux pour amorcer une course aux armements, il faut aussi être au moins deux pour y mettre fin. Personne ne peut raisonnablement espérer que l'une des parties renonce à ses moyens de légitime défense si elle ne sait pas de façon certaine que l'autre partie renonce aussi à ses armes. Cela revient à dire qu'en pratique une vérification est essentielle pour tout accord viable de désarmement général.

80. Il n'est pas indispensable que cette vérification soit totale. Au cours de longues négociations, nous avons maintes et maintes fois prouvé que nous sommes prêts à courir certains risques pour diminuer la possibilité d'une intensification de la course aux armements. Toutefois, nous ne sommes pas disposés à risquer notre existence. Si, comme nous l'avons fait, d'autres pays autorisent l'inspection internationale techniquement nécessaire pour assurer la sécurité de chacun, nous pouvons mettre fin à la course aux armements. Mais nous ne pouvons pas risquer, à l'aveugle, l'existence de notre pays en particulier en accordant une confiance aveugle à un autre grand et puissant pays qui se déclare sans cesse fondamentalement hostile aux valeurs essentielles de notre société libre.

81. La question est claire. La contrepartie du désarmement général est la sécurité de chacun dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Cette sécurité étant assurée par un système d'inspection internationale, elle ne peut en aucune façon être assortie d'espionnage. Serait-ce payer trop cher la sécurité et peut-être même l'existence de l'humanité que de la soumettre à l'inspection d'une institution des Nations Unies? Quelle société, et en particulier une société qui prétend être le modèle vers lequel toutes les sociétés s'achèment irrésistiblement, peut accorder plus de prix au maintien de ses secrets qu'à la sécurité de tous?

82. En attachant à cette question tout le sérieux qu'elle mérite, je demande aux membres de l'Assemblée générale de se joindre à tous les peuples du monde pour exiger un programme de désarme-

ment général qui offre des chances de succès pour mettre fin à la course aux armements.

83. Mais je le répète, ce ne sont ni les exhortations ni les appels aux émotions qui nous apporteront la solution de cette question. Nous ne trouverons pas cette solution en adoptant de vertueuses résolutions proclamant de nobles desseins sans apporter de moyens réalistes. Cette solution ne peut être trouvée que par des efforts inlassables ayant pour objet de résoudre le problème infiniment complexe du désarmement. Nous pensons qu'à Genève des négociations sérieuses nous permettront de nous rapprocher de notre but et j'espère que les discussions qui s'y déroulent continueront à bénéficier de l'appui fervent et sans réserve de l'Assemblée générale.

84. A New York même, l'Assemblée peut insister sur la condition indispensable du désarmement universel, c'est-à-dire l'assurance qu'une fois les accords conclus, ils seront respectés.

85. Il existe aussi une situation dont l'urgence semble encore plus immédiate, et qui heureusement autorise de plus grands espoirs que le désarmement général. Je veux parler des essais d'armes nucléaires. Si nous voyons dans cette question un problème plus aigu, qu'il me soit permis d'émettre l'opinion qu'il s'agit aussi d'un problème plus abordable et qui, par conséquent, justifie des espoirs plus encourageants de progrès à brève échéance.

86. Depuis bientôt quatre ans, les puissances nucléaires, et parmi elles mon propre pays, poursuivent des négociations en vue de l'abolition, de façon permanente et sûre, des essais d'armes nucléaires. Cette abolition ferait obstacle à la prolifération de ces armes, mettrait fin à cette nouvelle source de radiations ionisantes dans le milieu où vit l'homme, et ce serait un grand pas de fait vers la conclusion du traité de désarmement complet que nous cherchons si sincèrement à conclure.

87. Comme le montrent clairement les projets de traités que nous avons déposés à Genève, le Gouvernement des Etats-Unis est prêt à mettre fin aux essais de toutes les armes nucléaires à la seule condition que toutes les autres parties soient prêtes à s'engager à faire de même. Les essais effectués dans l'atmosphère, dans les océans et dans l'espace donnent naissance à des radiations. Les essais souterrains, non. Nous sommes prêts à mettre fin aux essais dans l'atmosphère, dans les océans et dans l'espace, même sans vérification internationale d'aucune sorte, parce que nous avons dans notre pays les moyens de détecter les essais effectués par d'autres. Nous sommes disposés aussi à mettre fin aux essais souterrains — pour lesquels nous ne disposons pas nous-mêmes de moyens de vérification — à condition que soit créé un système international permettant de garantir que les autres font comme nous.

88. Les membres de l'Assemblée apprendront peut-être avec intérêt que depuis 1945, date à laquelle les Etats-Unis ont commencé à faire des essais, la puissance totale des engins que mon pays a fait exploser est d'environ 140 mégatonnes. Depuis 1949, date à laquelle l'Union soviétique a commencé ses essais, ce pays a fait exploser — pour autant que nous puissions le dire sur la foi d'instruments de détection à grande distance — des engins nucléaires dont la puissance totale représente environ 200 mégatonnes. Depuis l'automne dernier, lorsque l'URSS a mis fin à la trêve, les explosions auxquelles ce pays s'est

livré représentent une puissance de 200 mégatonnes. Les essais que les Etats-Unis ont alors été obligés d'effectuer ont libéré une puissance de 25 mégatonnes.

89. Je répète que mon pays désire mettre fin aux essais d'armes nucléaires. Si les autres puissances nucléaires sont désireuses aussi de conclure un accord sur la cessation des essais, les essais cesseront. Je ne voudrais pourtant laisser aucun doute sur ce point: les Etats-Unis préféreraient conclure un traité complet interdisant tous les essais dans tous les milieux et pour toujours. Sur cette question de suprême importance, la position des Etats-Unis est on ne peut plus ferme.

90. Je tiens à terminer cette partie de mon intervention en adressant les remerciements de mon gouvernement aux huit pays non alignés qui ont déployés à Genève des efforts utiles et constructifs pour préparer la voie à un accord.

91. La recherche de la paix est inséparablement liée à la recherche du progrès. Lorsque nous donnons à l'Organisation des Nations Unies plus de moyens sûrs pour maintenir la paix, nous renforçons aussi, par là même, l'Organisation des Nations Unies; elle peut alors mieux s'acquitter de ses autres tâches essentielles: aider à constituer des nations dans la dignité et la liberté, à libérer l'humanité des entraves séculaires de l'indigence et de la misère. Qui plus est, en constituant des sociétés modernes saines, nous tissons une trame plus solide pour la paix et nous diminuons les risques de voir la misère et les échecs dégénérer en conflits. Ainsi donc le maintien de la paix et l'édification nationale sont les deux faces de la médaille "Nations Unies".

92. Ceux d'entre nous qui ont assisté aux sessions de l'Assemblée générale ont été les témoins d'une grande transformation historique. Au cours des années écoulées depuis 1945 — et avec l'appui de l'Assemblée —, nous avons vu tendre vers sa fin l'ère du colonialisme classique. Au cours de ces mêmes années, 46 nations — près de la moitié des membres actuels de l'Assemblée — ont accédé à l'indépendance. Ce fait constitue un changement révolutionnaire dans la structure des relations internationales et dans l'équilibre des forces internationales.

93. C'est là un changement, j'ai à peine besoin de le dire, que les Etats-Unis ont accueilli avec enthousiasme. Premier Etat moderne à se libérer du colonialisme, les Etats-Unis ont aidé avec fierté d'autres Etats à s'engager dans la voie de la plus précieuse et la plus difficile des aventures — je veux dire de l'accès à l'autonomie. Aucune tâche n'est plus importante à nos yeux que d'aider ceux qui partent, dans les vieilles régions coloniales ou ailleurs, aspirent à l'autonomie.

94. Dans les mois qui vont suivre, du fait de cette tâche, l'Assemblée s'orientera vers des délibérations graves et décisives. Nulle part dans le monde ce mouvement d'indépendance nationale n'a donné au cours des trois dernières années des résultats plus spectaculaires qu'en Afrique. Nulle part dans le monde il n'est plus important de réaliser ce nouveau progrès vers la solution, fondée sur une autonomie véritable, des problèmes que le colonialisme classique a laissés en suspens. Depuis des mois, le Comité spécial de dix-sept membres<sup>2/</sup> s'est consacré

<sup>2/</sup> Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

à ces questions. Nous espérons que le Comité pourra, à l'avenir, poursuivre son œuvre dans une atmosphère exempte des émotions de la guerre froide qui ont gêné ses travaux cette année — dans une atmosphère où les Etats, anciens comme nouveaux, pourront unir leurs efforts afin de créer dans les pays qui ne sont pas encore libres les conditions essentielles pour faire heureusement se dégager une nationalité.

95. Car on ne crée pas une nation d'un trait de plume. Une déclaration d'indépendance politique n'est qu'un commencement; ce n'est pas une conclusion. Rien ne jette plus de discrédit sur la grande transformation historique de notre époque que de voir des Etats nouvellement indépendants sombrer dans le chaos et faire ainsi surgir un problème international ou un danger international. Le long enfantement d'une nation implique l'indépendance non seulement sur le plan de la rhétorique, mais sur le plan des réalités — il implique l'apparition d'une volonté nationale capable de sagesse politique, de vigueur administrative, d'énergie sur le plan économique et de discipline morale, qualités qui sont indispensables pour que les promesses d'indépendance puissent se traduire pour tous par une vie libre et productive. Mon gouvernement — j'ose le dire —, comme la plupart des gouvernements représentés ici, ne tient pas à voir simplement se multiplier les nations, mais à voir se multiplier des nations d'hommes libres, d'hommes qui ont la force de survivre, de peuples capables de se développer et de contribuer à la vitalité de l'ordre international et de la communauté internationale.

96. La formation des nations présente donc un aspect politique, mais l'indépendance nationale présente aussi des aspects économiques, sociaux et moraux. C'est pourquoi j'espère que l'attention de l'Assemblée se portera sur cette autre importante question, inscrite dans un point suivant de l'ordre du jour, qui découle de la création de nations nouvelles; je veux parler de l'aide à apporter à ces nations nouvelles afin qu'elles forgent les outils dont elles ont besoin pour entreprendre leur propre développement.

97. Les temps n'ont jamais été si propices pour accomplir ces tâches avec succès. Si les miracles de la science ont donné à l'humanité de nouveaux moyens de détruire, ils lui ont donné aussi de nouveaux moyens de créer. Pour relever le défi qui nous est lancé, nous devons mettre les miracles de la science au service de l'homme et équiper l'homme pour le travail sur terre aussi bien que pour l'exploration de l'espace qui nous entoure.

98. Nous sommes parfaitement justifiés, je pense, en adressant nos félicitations au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique pour les progrès qu'il a accomplis dans la voie de la coopération scientifique et technique internationale, progrès riches de promesses pour la paix et pour le développement de la science. Mais à quoi bon placer quelques hommes sur une orbite extra-terrestre si au-dessous d'eux des millions d'êtres meurent de faim? A quoi bon servir les prouesses de notre technologie si cette technologie, capable de lancer des hommes dans l'espace, ne peut pas les dégager des marécages de la pauvreté?

99. Chercher délibérément à abolir la pauvreté, qui est la condition la plus répandue dans l'humanité, voilà la tâche la plus gigantesque à laquelle l'homme se soit jamais consacré et je voudrais demander aux membres de l'Assemblée de ne pas en sous-estimer les difficultés.

100. Pourtant si cette tâche est immensément complexe, son accomplissement peut aussi donner une profonde satisfaction. Je suis fier que mon pays ait fait œuvre de pionnier en tendant une main secourable aux nations prêtes à s'engager sur la voie d'un développement qui, une fois amorcé, s'entretiendra de lui-même. Je suis heureux aussi de constater qu'un si grand nombre d'autres pays industriellement développés nous aient suivis dans cette voie. Il est réconfortant de voir que des groupes de nations commencent à préparer en commun leur avenir économique, par l'entremise d'organisations régionales, et à coordonner l'aide qu'ils apportent aux nations qui montent.

101. Au cours des ans, les Nations Unies elles-mêmes ont créé un éventail impressionnant d'institutions techniques conçues pour aider les pays moins évolués à moderniser leur économie. Les institutions de la famille des Nations Unies sont à l'origine de projets nouveaux et passionnants: un programme mondial de lutte contre la faim est en cours d'élaboration; le Conseil des gouverneurs de la Banque mondiale demande en ce moment que des recommandations soient formulées au sujet de l'augmentation de capital de l'Association internationale de développement; une conférence sans précédent sur l'application de la science et de la technique aux problèmes du développement se tiendra à Genève l'année prochaine. D'autres projets et d'autres programmes attestent de la maturité croissante, de l'importance accrue et du rayon d'action toujours plus étendu des institutions de la famille des Nations Unies. Tout cela est bien.

102. La tâche qui s'offre à nous est d'améliorer chaque année les institutions de la famille des Nations Unies; de les doter de procédures rationnelles et de ressources suffisantes; de leur fournir un personnel désintéressé et compétent; de perfectionner leurs méthodes de planification et de programmation, d'administration et de coordination; de veiller à ce qu'elles puissent répondre aux exigences d'un développement réaliste des nations nouvelles; de les intégrer à d'autres formes d'assistance au développement — qu'il s'agisse d'assistance nationale, régionale ou internationale — dont bénéficient actuellement les nations nouvelles et, de cette manière, de s'assurer que l'aide au développement sera fournie partout dans un esprit de coopération plutôt que dans un esprit de concurrence.

103. Il est indispensable que nous harmonisions plus étroitement les moyens d'assistance dont nous disposons déjà.

104. Les promesses inhérentes au développement ne peuvent porter pleinement leurs fruits dans le cadre des frontières nationales. Pour activer la prospérité générale, il faut que nous éliminions les obstacles qui s'opposent à la libre circulation des hommes, des moyens de paiement et des marchandises à travers les frontières des différents pays.

105. Nous avons constaté l'extraordinaire épanouissement de l'activité économique concomitante à l'évolution du Marché commun en Europe. Celui-ci apparaît en effet comme l'une des grandes entreprises témoignant de l'esprit créateur dont font preuve les hommes d'Etat de notre époque. Des groupes de pays, dans d'autres régions du monde, cherchent aussi les moyens de constituer des systèmes économiques régionaux qui à leur tour pourront prospérer grâce à

l'élargissement des échanges commerciaux dans le monde. Il est évidemment essentiel que ces groupements offrent aux pays qui n'en sont pas membres le maximum d'avantages que peut présenter un marché élargi. Nous avons maintenant compris qu'une nation ne saurait assurer sa prospérité en réduisant la prospérité des autres.

106. Le développement des échanges commerciaux dans le monde, bâti sur l'ossature de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, repose à son tour sur ce nouveau progrès social, sur cette liberté plus généreuse, sur cette organisation plus vaste de la paix internationale que les Nations Unies ont pour tâche d'assurer. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis ont été heureux de se joindre aux autres membres du Conseil économique et social pour demander à l'unanimité la convocation d'une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Nous ne négligerons aucun effort pour contribuer au succès de cette conférence.

107. Le défi que représente pour nous la Décennie des Nations Unies pour le développement nous oblige à délimiter une stratégie plus nette du développement, un sens plus sûr des priorités, une division plus marquée du travail entre les diverses institutions d'assistance; il nous oblige aussi à reconnaître plus vivement que le développement économique et social d'un pays ne résulte pas uniquement de l'apport de capitaux étrangers et d'une assistance venue de l'extérieur, mais qu'il dépend aussi de la direction politique, du développement des institutions, des réformes économiques et sociales et de la volonté du pays.

108. Telle est donc notre double tâche: remplacer les manœuvres politiques à grand fracas par une diplomatie discrète mais bien déterminée et remplacer la course aux armements, comme le Président l'a dit l'année dernière, par une course à la paix, par une course créatrice vers la production et l'échange des marchandises et l'élévation des niveaux de vie.

109. Ces tâches ne sont pas nouvelles et elles ne seront pas menées à bien lorsque nous nous séparons. Mais je suis certain qu'avant que nous nous séparions l'Assemblée générale se sera énergiquement consacrée, pendant sa dix-septième session, à son œuvre de règlement pacifique, d'évolution sans violence et de lutte contre la misère des hommes.

110. Chargés d'écrire l'histoire de notre temps, nous ne pouvons pas faire moins. Mon gouvernement s'engage à accorder son appui ferme et constant pour que nous puissions nous acquitter de ces responsabilités. S'inspirant des idéaux de la Charte et de nos obligations envers nos semblables, les membres de l'Assemblée ne peuvent ajourner leurs débats avant d'avoir donné au monde la preuve tangible de leur dévouement à la paix et à la justice. Cette preuve tangible ne peut être donnée que par les décisions et les mesures qui seront prises au cours des prochains mois.

111. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le représentant de Cuba a demandé à exercer son droit de réponse.

112. M. GARCIA INCHAUSTEGUI (Cuba) [traduit de l'espagnol]: Le chef de la délégation des Etats-Unis a

accusé notre gouvernement de se livrer à une campagne de diffamation, d'injures et de subversion contre ses voisins. Et cette accusation a été portée devant l'Assemblée par celui qui, à cette tribune même, dissimulait l'agression de son gouvernement contre notre peuple et se refusait à admettre des actes que le Président des Etats-Unis lui-même reconnaissait quelques jours plus tard. Le chef de la délégation des Etats-Unis revient maintenant aux mêmes errements; et voilà qu'au moment où son gouvernement, en proie à une hystérie belliqueuse collective, menace un peuple petit, mais vaillant, viole son espace aérien et ses eaux territoriales, organise l'infiltration de groupes de saboteurs et envoie ses mercenaires attaquer nos côtes, il vient accuser notre pays et notre gouvernement d'attaques verbales et de subversion contre ses voisins.

113. Les agressions de votre gouvernement, Monsieur le chef de la délégation des Etats-Unis, ont amené chez nous la destruction de maisons ouvrières, elles ont anéanti des établissements industriels et causé la mort de milliers d'habitants; ce sont vos bombes qui ont fait cela est-ce que la Central Intelligence Agency de votre gouvernement qui a organisé ces agressions contre notre population. Vous prétendez défendre la Charte des Nations Unies; pourtant ce n'est pas le respect de la Charte qui inspire le comportement de votre gouvernement à l'égard de notre peuple. Allez dire à vos généraux batailleurs et agressifs que dans notre pays plus de 6 millions de Cubains défendront par d'autres moyens que des paroles mielleuses les principes de la Charte des Nations Unies.

114. Nous n'admettons pas vos paroles: elles ne sont qu'une manière nouvelle de dissimuler l'agression de grande envergure que votre gouvernement prépare contre notre peuple. Au cours de la discussion générale, nous parlerons en termes plus explicites de tous les faits et nous les porterons sous forme concrète à la connaissance de l'Assemblée générale.

115. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Puis-je demander aux représentants des pays qui ne l'ont pas encore fait de se faire inscrire sur la liste des orateurs pour la discussion générale s'ils désirent y participer? Il est possible que nous décidions cette année de commencer à tenir les réunions de commissions plus tôt que nous ne l'avons fait les années précédentes. Les délégations qui jugent que cette procédure ne serait pas tout à fait opportune avant qu'elles soient intervenues dans la discussion générale, jugeront peut-être utile de se faire inscrire assez tôt sur la liste des orateurs.

116. Je remercie mes collègues qui ont si généreusement répondu aux appels à la ponctualité que j'ai adressés à l'Assemblée et à son bureau. A 10 ou 15 minutes près, nous sommes maintenant parfaitement ponctuels. J'espère que cette marge d'approximation disparaîtra bientôt. Si tel est le cas, à en juger d'après ce qui s'est passé ce matin, nous pouvons espérer qu'il nous sera possible d'entendre au moins quatre orateurs aux séances du matin, pendant la discussion générale, et au moins cinq orateurs aux séances de l'après-midi et peut-être même cinq orateurs le matin et six l'après-midi.

*La séance est levée à 12 h 15.*